

Non au traité d'austérité!



Hollande candidat promettait une renégociation du « traité d'austérité » (sic). Hollande président s'apprête à le faire passer en force et à l'appliquer dans toute sa brutalité.

Le premier point clé du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), ou « pacte budgétaire » est la fameuse règle d'or qui impose un « budget général [...] équilibré ou en excédent ». Autrement dit, le déficit structurel – c'est-à-dire hors éléments exceptionnels et service de la dette – ne doit pas dépasser 0,5% du PIB. En 2010, ramener le déficit structurel de la France, qui était de 5% du PIB, à 0,5% aurait supposé une économie de près de 87 milliards d'euros! Le traité impose aux États de prévoir un mécanisme de correction

déclenché automatiquement en cas de dérapage important par rapport à l'objectif. Il envisage en outre des sanctions quasi automatiques pour les déficits jugés excessifs et la possibilité pour un ou plusieurs États de porter plainte auprès de la Cour de justice européenne contre un pays fautif de ne pas infliger suffisamment de restrictions à sa population. Un pays qui n'aura pas ratifié le pacte budgétaire ne pourra pas avoir accès aux fonds du Mécanisme européen de stabilité (MES) entré en vigueur le 1^{er} juillet. Tout prêt est directement conditionné au

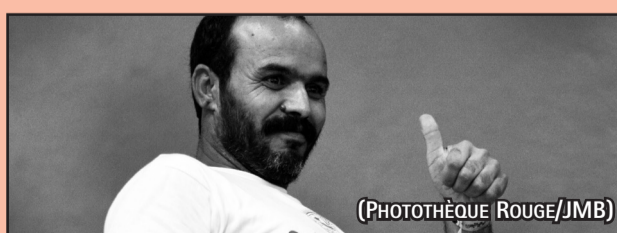
TSCG et à sa règle d'or. Il peut aussi être assorti d'un programme d'ajustement macroéconomique, qui rappelle tristement les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI aux pays du Sud. C'est précisément le FMI lui-même qui exercera le contrôle! Celui qui parle le mieux des conditions de l'intervention du MES, c'est Jean-Claude Trichet (ex-président de la Banque centrale européenne de 2003 à 2011): « Si un pays n'applique pas suffisamment les accords, alors les autorités européennes doivent

SUITE PAGE 2



REGARDS

Droit au logement, il y a urgence à la Maladrerie Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Tunisie, la révolution continue! Page 5



ACTU

Syndicats: accepter le dialogue social ou mobiliser Page 10

Agenda

8 septembre, soutien mineurs Marikana, Paris.

Rassemblement de solidarité aux mineurs de Marikana. Exigeons une sanction contre la police avant 2013 et la remise en liberté des travailleurs inculpés pour meurtre ! RV à 15 heures devant l'Ambassade de l'Afrique du Sud à Paris (M° Pont-de-l'Alma). (lire aussi p. 5)

13 septembre, droit au logement, Paris.

Rassemblement de soutien envers les occupants du 260 rue des Pyrénées qui passent en procès. RV à 9 heures au tribunal d'instance devant la mairie du 20^e arrondissement, 6 place Gambetta (M° Gambetta).

14-15-16 septembre, Fête de l'Humana, La Courneuve.

La Fête de l'Humanité ouvrira ses portes au parc départemental Valbon, le vendredi 14 septembre à 17 h 30, puis samedi 15 et dimanche 16 à 9 heures. Le NPA y tiendra un stand avec débats, animations et concerts (lire p. 10)

Pour se rendre à la Fête :
- RER B (Le-Bourget) puis navette RATP.
- métro (ligne 7, La-Courneuve-8-Mai-1945), puis navette RATP.
- tramway (ligne T1, La-Courneuve-8-Mai-1945), puis navette RATP.



18 septembre 18, meeting unitaire droit au logement, Paris.

Meeting unitaire pour le droit au logement sur les thèmes : les luttes en cours, sur les politiques du logement, la loi en discussion. Olivier Besancenot sera présent pour le NPA. RV à 22 heures, salle Jean-Dame, 17 rue Léopold-Bellan - Paris 2^e (M° Sentier).

22 septembre, gaz de schiste, international.

À l'occasion de la journée mondiale d'action contre le gaz et le pétrole de schiste (« Global frackdown day »), des rassemblements sont organisés partout en France. À Paris, RV à 11 heures, place du Trocadéro. À Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne), RV à 14 h 30. À Alès (Gard), RV à 14 h 30.



Non au traité d'austérité !

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

pouvoir prendre le pouvoir dans ce pays. Il n'y a pas eu de renégociation, les 120 milliards du Plan de relance européen consistent pour moitié en un « redéploiement » de fonds déjà programmés pour être dépensés d'ici 2014, et, surtout, ils ne changent rien sur le fond. On peut l'appeler Merkhollande, c'est le même traité que version Merkozy !

Hollande refuse de soumettre la ratification du Traité à un large débat public. Le Conseil constitutionnel l'aide en affirmant que « l'autorisation de ratifier le traité ne devra pas être précédée d'une révision de la Constitution ». Le texte précise pourtant que la règle d'or devra être intégrée « par le biais de dispositions contraignantes et permanentes, de préférence au niveau constitutionnel », le Conseil constitutionnel s'en moque, il fait d'abord de la politique. Pas de révision de la Constitution, donc ni convocation du Congrès ni référendum. L'affaire peut être conclue illico presto ! Le traité sera simplement soumis à l'Assemblée nationale et au Sénat début octobre en même temps que la loi organique visant à traduire le traité dans les

finances publiques, la déclaration de politique européenne du gouvernement Ayrault et... un texte sur ses objectifs de réduction des déficits publics à 3% fin 2013 et à l'équilibre en 2017 – le collectif budgétaire voté par le PS, EÉLV mais aussi le Front de Gauche en juillet visait déjà une réduction du déficit à 4,5% du PIB fin 2012.

L'austérité avance à marche forcée !

Concernant la ratification du traité, les parlementaires d'Europe Écologie- Les Verts et même une partie de ceux du PS menacent de ne pas la voter, le Front de Gauche votera contre et réclame un référendum. Le gouvernement s'apprête à imposer le TSCG grâce à une majorité avec la droite.

Toutes les forces qui, en 2005, ont construit le « Non de gauche au TCE » doivent se retrouver pour faire barrage au TSCG. Les délais sont courts, mais les points d'appui existent : cadres unitaires – national et locaux – contre la dette, appel lancé par Copernic et Attac « Non au Pacte budgétaire européen, oui au référendum », appel à manifester du Front de Gauche..., même la

CES a pris position contre le traité. Une véritable mobilisation unitaire de l'ensemble de la gauche politique et sociale contre le traité et contre l'austérité est à l'ordre du jour. L'enjeu ? Dans l'immédiat, ne pas laisser Hollande faire passer son traité tranquillement, et occuper la rue au moment où députés et sénateurs prétendront voter en notre nom. Au-delà, prendre enfin ensemble le chemin de la contre-offensive, de la construction d'une opposition à gauche à ce gouvernement.

Une autre Europe est nécessaire et urgente : elle passe par le rejet du TSCG et par des mouvements sociaux et politiques capables d'imposer des mesures anticapitalistes, le partage des richesses et du temps de travail, l'annulation de la dette, la réquisition des banques dans un service public. Parce que la crise est à cette échelle, c'est à l'échelle européenne que se situe la seule réponse possible, pas dans le repli nationaliste, car sur ce terrain c'est toujours l'original de droite ou d'extrême droite qui emporte la mise.

Christine Poupin

regards

Propos recueillis par le NPA-Rouen

DROIT AU LOGEMENT Il y a urgence à la Maladrerie !

Le Collectif 76 occupe depuis le 15 juin le foyer de la Maladrerie à Rouen. Cet ancien foyer d'hébergement, destiné aux femmes seules avec enfants, a fermé ses portes alors que 50 personnes au moins restent, en moyenne, sans solution d'hébergement chaque soir sur l'agglomération rouennaise.

Le 15 août, au 62^e jour d'occupation, les bénévoles Claire, Christophe et Corentin ont répondu à nos questions.



Pouvez-vous présenter le Collectif 76 ?

Le collectif a été créé en 2002 au moment où le secteur social et médico-social était la cible de diverses attaques du gouvernement tant au niveau des budgets que des outils de travail et des conditions d'exercice. Il regroupe des salariéEs d'organismes privés et publics, syndiquéEs ou non, travaillant dans les champs de l'hébergement, de l'insertion sociale et professionnelle, de la santé, du handicap, de la justice. Le but était de tisser des liens entre nos différentes « boîtes », de réfléchir sur nos pratiques mais aussi de s'engager dans des luttes. En 2011, nous avons accouché d'un texte manifeste lisible sur notre blog.

Depuis décembre dernier, vous êtes dans l'action permanente...

La question de l'hébergement d'urgence a focalisé le ras-le-bol. Mais c'est tout notre secteur qui est frappé par la logique implacable des restrictions budgétaires et de la marchandisation. Toutes les associations financées par le conseil général et l'État ont vu leurs subventions diminuer : 30% de baisse par exemple dans le domaine de l'insertion des adultes. Les associations rentrent en concurrence. Nos missions ne sont plus en adéquation avec les moyens qu'on nous octroie. Du côté des salariéEs, des dizaines de licenciements ont eu lieu, des dizaines d'autres ont été mutés par le jeu des restructurations, les contrats précaires sont légions. Pour tous, c'est la dégradation des conditions de travail. Du côté des personnes suivies, les conséquences sont graves : l'absence de réponse, le flicage voire la violence institutionnelle.

Pourquoi avoir pris la décision d'occuper la Maladrerie le 15 juin ?

Il y avait une opportunité évidente, quand on a appris la fermeture de ce foyer, doté de treize appartements, avec une qualité d'accueil hors du

commun, notamment grâce aux pratiques militantes de ses salariéEs, alors que des dizaines de personnes dorment dans la rue chaque soir ! L'hébergement est un droit fondamental, reconnu comme tel depuis février 2012, et pourtant il est sans cesse bafoué. Et puis c'était l'avant-veille du deuxième tour des législatives... depuis des mois, les élus de gauche locaux nous disaient « nous ne faisons que répercuter les décisions prises en haut, par le gouvernement ». On voulait voir si « le changement » c'était vraiment « maintenant ». On a donc adopté un mode d'action plus radical.

Quelles sont vos principales revendications ?

La réouverture du foyer de la Maladrerie, l'application de la loi de réquisition par les municipalités, l'arrêt des procédures judiciaires à l'encontre de tous ceux qui agissent pour ne pas laisser dormir les gens à la rue, et l'augmentation des budgets des associations. Pour l'instant, aucun dialogue n'a été établi, ni avec l'État ni avec le conseil général... tout le monde nous oppose silence et mépris. Par contre, l'association propriétaire de la Maladrerie, l'ONM, nous a assigné en justice pour obtenir notre expulsion.

Comment se passe l'occupation ?

Douze familles avec huit enfants ont été hébergées, les militants du collectif et leurs soutiens se relaient jour et nuit pour assurer une présence permanente. On avait tablé sur un élargissement de l'implication des travailleurs sociaux au début de l'occupation, mais c'est finalement l'arrivée massive (et inédite) des soutiens¹ qui permet que cela fonctionne. Il y a une AG quotidienne à 18 heures : tout le monde s'y exprime à égalité, les familles sont associées aux décisions. L'ambiance est conviviale. Tous les vendredis, il y a un spectacle musical.

Et du côté des actions ?

Après le drame de Mantes-la-Jolie [un homme de 51 ans s'est immolé par le feu dans les locaux de la CAF de Mantes], nous avons manifesté devant la préfecture, le Conseil général, la mairie de Rouen, la Communauté d'agglomération (CREA), la CAF, muré symboliquement le local du PS de Rouen. Nous sommes intervenus lors la fête de la musique et du festival Vivacité. Nous avons accueilli des personnalités comme Jacques Gaillot, préparé rassemblement devant le conseil général le 5 septembre. Nous préparons également des actions en justice (référés-liberté) pour faire appliquer le droit à la continuité de l'hébergement pour les familles.

Avez-vous des liens avec d'autres collectifs ?

Oui, nous cherchons des contacts avec d'autres, notamment avec le Groupe défense travail social (GPS) de Toulouse, le collectif Jeudi Noir...

1. SUD Santé Sociaux, DAL, RESF, NPA, SUD PTT, Solidaires, CGT Apave, SUD CT, CFDT ONM, LDH, CNT 76, PG, AL, FA, CDLF, SUD Justice, les IndignéEs Rouen, la Fase, Jeudi noir, GPS. Le blog du collectif : salariedusocial.over-blog.com

Chômage : un triste record

Record de chômage, licenciements, flexibilité... Oui, Montebourg, il s'agit bien d'une guerre de classes !

Avec plus de 3 millions de chômeurs « officiels » c'est-à-dire en réalité près de 5 millions de personnes, la crise plonge une part toujours plus importante de la population dans la misère. Les plus touchés sont toujours les mêmes : les femmes (11,5%), les jeunes (15% pour les moins de 25 ans) et les « seniors » (plus de 20% de plus de 50 ans). Et plus d'un chômeur sur trois est considéré comme chômeur de longue durée, c'est-à-dire inscrit depuis plus d'un an. L'approfondissement de la crise c'est donc bel et bien, avant tout, la perte de travail, du salaire, c'est-à-dire du seul moyen de vivre pour des millions de salariés. Toutes les branches professionnelles sont frappées : Arcelor, Petroplus, PSA, Carrefour, Fralib, Technicolor, Pilpa, Plyrosol, Doux, Sanofi, Air France, CIF... la liste s'allonge chaque jour. Et encore ne sont connus que les fermetures et plans de licenciements qui donnent lieu à des ripostes des salariés. Ils ne sont qu'une des faces de la liquidation de centaines de milliers d'emplois rendue invisible dans le cadre des plans de départs « volontaires », des ruptures conventionnelles et licenciements individuels. Le gouvernement n'est pas en reste avec le non-remplacement programmé de deux départs en retraites sur trois, hors Éducation nationale et secteur hospitalier. Pour le patronat, aligné sur le Medef, rien que de plus normal que de faire supporter aux travailleurs les conséquences de sa politique de recherche de profits et de rentabilisation des investissements. Car les économies réalisées par les suppressions d'emplois sont largement

compensées par des profits plus importants réalisés ailleurs dans le monde. Et des productions et des profits toujours en progression dans le secteur des produits de luxe, de l'habillement aux bateaux de plaisance en passant par les... véhicules haut de gamme.

Après les promesses électorales, l'allégeance

Pour le gouvernement, après les rodomontades électorales et post-électorales, c'est l'aplatissement complet devant les exigences patronales. Dix ministres dont le Premier d'entre eux sont allés faire allégeance à l'Université d'été du Medef. Avec la médaille d'or pour Montebourg qui a osé déclarer : « j'appelle à la responsabilité des actionnaires. J'appelle à la responsabilité des syndicats », à la « responsabilité économique » des syndicats pour ne pas « affaiblir » le constructeur. Pour le ministre du Redressement productif, « il est important de défendre les salariés qui risquent de perdre leur travail et de reformater, renégocier et diminuer le plan social », mais les syndicats doivent penser à « tous ceux qui restent », les « 100 000 salariés qui restent à Peugeot ». « Affaiblir Peugeot, ne pas l'aider si elle en a besoin, c'est risquer la descente aux enfers pour ceux qui restent », a-t-il déclaré, ajoutant que « faire la guerre ne [lui] paraît pas le bon terme ».

Comment mieux dire que l'on renonce à la défense de l'emploi. Quant à la « descente aux enfers pour ceux qui restent », elle est déjà entamée depuis longtemps. C'est l'aggravation des conditions de travail et les pertes de salaire avec le travail du week-end, de nuit, la flexibilité,

BILAN DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

IL EST EXCELLENT!



le chômage partiel, qui frappent tous les sites pour compenser les baisses d'activité organisées sur les sites visés par la fermeture ou les réductions d'emplois. De Fralib à Petroplus en passant par Arcelor, le gouvernement balade les salariés de réunions tripartites en nomination d'experts en refusant toute mesure contraignante contre le patronat. Comme le déclare la CGT de PSA Aulnay, c'est bien une guerre qui est déclarée. L'interdiction des licenciements, l'expropriation des patrons liquidateurs d'emplois, la réduction massive du temps de travail permettant le partage du travail, sont d'une actualité brûlante par l'approfondissement de la crise et la multiplication des attaques patronales.

Cette guerre concerne toutes et tous, au-delà de PSA, de l'automobile, du secteur privé. Des mobilisations rapprochées fixent les premières échéances. Les salariés de Ford adossés à toute une région appellent non seulement à la solidarité mais aussi à la mise en commun des luttes dès le 29 septembre à Paris, au Mondial de l'automobile. Les grèves et manifestations auxquelles appelle la CGT le 9 octobre doivent être l'étape suivante vers un tous ensemble qui seul peut imposer un rapport de forces capable de faire reculer le patronat et de modifier la politique d'un gouvernement qui a déjà renoncé à la plupart de ses (modestes) promesses électorales.

Robert Pelletier

AYRAULT À L'UNIVERSITÉ DU MEDEF

Une déclaration d'amour au patronat !

Ils s'étaient quittés légèrement fâchés en juillet dernier après la conférence sociale où le gouvernement avait décidé de jeter aux oubliettes la négociation entre le Medef et Sarkozy sur la compétitivité et l'emploi. Mais cela aura duré peu de temps. Jean-Marc Ayrault, en décidant de prononcer le discours d'ouverture de l'université du Medef le 29 août dernier (grande première pour un chef de gouvernement depuis la création du Medef en 1998), montre que le gouvernement PS veut nouer une relation positive, forte et durable avec le patronat. Beaucoup plus forte même que sous l'ère Sarkozy puisque pas moins de dix ministres sont allés à l'université du Medef. Les gages donnés par le gouvernement au

patronat se sont multipliés cet été à travers, en particulier, le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui après avoir appelé les salariés et les organisations syndicales de PSA à la responsabilité, s'engage désormais à ne pas alourdir la fiscalité des entreprises. Mais aussi avec la rencontre entre Hollande et les grands patrons du CAC 40. On est donc loin du discours du Bourget du candidat Hollande qui, à cette époque, n'avait qu'un seul ennemi : la finance.

Lors de son discours, Ayrault en a fait des tonnes dans l'appel aux patrons. Se sachant attendu au tournant, il a pris soin de n'aborder aucun sujet susceptible de fâcher le patronat. Rien sur la taxation des revenus supérieurs à 1 million d'euros, rien non plus sur les licenciements, rien

sur la pénalisation des entreprises qui abusent de la précarité, rien sur l'impôt sur les sociétés... En revanche, il a évoqué la future réforme fiscale qui, a-t-il assuré, « visera à améliorer le financement de l'économie, l'investissement et la compétitivité des entreprises » et indiqué que « pour peser en Europe et dans le monde, la France doit redevenir durablement compétitive ». Pour cela, pas question « d'ajouter de nouveaux freins à la conduite des entreprises », satisfaisant ainsi son auditoire. Pour être certain que le froid était dissipé entre eux, Ayrault conclut son discours sur le financement de la protection sociale : « il ne doit plus peser aussi fortement sur le travail [...] Nous définirons, début 2013, un nouveau modèle de financement, plus favorable à la compétitivité des entreprises ».

Les signaux donnés au patronat par le Premier ministre sont forts, Laurence Parisot est aux anges. Les salariés, eux, devront attendre encore pour que le « changement » ait lieu. Le discours d'Ayrault et les premiers mois du PS au pouvoir montre ce n'est pas « le changement » qui est à l'œuvre mais les premiers renoncements. Alors que le chômage bat des records, que les licenciements se multiplient dans tous les secteurs d'activités, le gouvernement ne mène aucune politique faisant passer les emplois avant les profits. Face à ce gouvernement, il y a urgence à se mobiliser, à construire une opposition unitaire à sa gauche !

Sandra Demarcq



Par Raphaël Greggan

Une rentrée sous le signe de l'austérité

À cette rentrée scolaire, il n'y a pas eu de « création » de postes par Peillon. Les 1280 postes annoncés en juin n'ont pas été remplis par les jurys des concours en juillet, quant aux annonces d'ouverture de 22 000 postes aux concours pour l'année prochaine, cela va seulement combler les 22 000 départs en retraite. Bref, le ministre ne revient pas sur les 77 000 postes supprimés ces cinq dernières années. De plus il n'y a jamais eu autant de contractuels employés dans l'Éducation nationale et comme l'année dernière, de nombreuses classes ne vont pas avoir d'enseignants. Nous revendiquons la stagiarisation des étudiants recalés à l'oral en juillet pour créer d'urgence des postes qui font défaut. En parallèle, nous exigeons la titularisation de tous les précaires, sans condition. C'est ainsi qu'on peut améliorer les conditions de rentrée.

En outre, dès juin, le ministre confirmait la mastérisation (le passage du concours à bac+5). Les trois heures de décharge pour les stagiaires sont dérisoires et ne permettent pas d'apprendre correctement le métier d'enseignant.

Enfin, les emplois d'avenir professeurs sont une arnaque. 18 000 emplois promis, 900 euros pour les boursiers (bourse incluse). Un boursier (dernier échelon) touche 460 euros (sur dix mois), qu'il peut déjà cumuler avec un mi-temps de pion (604 euros), ce qui fait plus que les promesses de Peillon. Ces emplois ont pour but d'habituer les étudiants à la précarité.

En bref, la rentrée scolaire s'inscrit dans la continuité des années précédentes. Mais les conditions sociales sont pires. La question des emplois dans l'éducation, dans la fonction publique comme dans le privé, est au cœur de la rentrée sociale. L'été a dévoilé qu'il n'y a rien à attendre du gouvernement alors que les capitalistes augmentent les attaques. C'est pourquoi la construction puis la convergence des luttes contre les licenciements et les suppressions de postes est nécessaire afin d'imposer un rapport de force capables de s'opposer aux politiques d'austérité menées par Hollande, PSA et leurs amis.

En Seine-Saint-Denis, quinze établissements avaient déjà déposé un préavis de grève pour la rentrée. Au delà, nous devons refuser le nouveau traité européen (le TSCG), car l'Éducation nationale sera un des premiers secteurs à subir l'austérité. Nous devons nous emparer de la date du 9 octobre, pour en faire une journée de grève pour la défense de tous les emplois. Le changement nous devons l'obtenir maintenant et nous n'avons que nos luttes pour y arriver !

Surenchères et démagogie sécuritaires

La succession de règlements de comptes à la Kalachnikov à Marseille alimente une polémique au sein du PS et entre le PS et l'UMP, occasion de surenchères sécuritaires qui stigmatisent les quartiers populaires comme lieux de toutes les violences. Ayrault a convoqué un comité interministériel sur la question. Le PS entend bien ne pas abandonner le terrain à la droite.

«Marseille est une ville en très grande perte, qui a besoin d'une réponse exceptionnelle de l'État», répond Manuel Valls à Jean-Luc Gaudin, maire UMP de Marseille depuis dix-sept ans, qui demandait qu'elle soit déclarée zone de sécurité prioritaire (ZSP), la dernière trouvaille du nouveau ministre de l'Intérieur. En dénonçant le prétendu laxisme

de la gauche, Gaudin cherche à faire oublier ses propres responsabilités comme celles de l'UMP dans la dégradation de la situation dans les quartiers les plus populaires, les plus pauvres de Marseille. Il s'en prend à l'État pour se dédouaner de ses responsabilités sans laisser le terrain au PS.

La polémique fait, en effet, suite à la sortie de la sénatrice PS, maire des 15^e et 16^e arrondissements de Marseille, Samia Ghali. Dans le journal *La Provence*, elle a proposé, la semaine dernière, de faire intervenir l'armée dans les quartiers. «Il est hors de question que l'armée puisse répondre à ces drames et à ces crimes. Il n'y a pas d'ennemi intérieur», avaient alors répondu le ministre de l'Intérieur puis François Hollande. Jean-Pierre Mignard, avocat et membre du conseil

national du PS, avait, de son côté, demandé que l'état d'urgence soit proclamé «pour donner des pouvoirs plus étendus à la police si le besoin s'en fait ressentir». On le voit, Valls suscite au PS une émulation sécuritaire qui rivalise avec la démagogie des Guéant et autres Guaino...

Envoyer l'armée, décréter l'état d'urgence, demander que Marseille soit ZPS, ou simplement – si l'on peut dire – envoyer les CRS, reste dans la même logique répressive de stigmatisation qui désigne à la vindicte les quartiers les plus défavorisés. Il ne s'agit pas d'apporter des réponses mais de bluffer l'opinion en faisant croire que l'État agit. Une telle démagogie vise à masquer le manque de moyens d'une justice désarmée contre le grand banditisme comme l'abandon des quartiers les plus pauvres au

chômage, à la misère, au désespoir, à l'exclusion. Les stigmatiser pour en faire des ghettos est la pire des politiques. Elle exacerbe les tensions en cherchant à masquer la responsabilité de ceux qui dirigent : patronat, gouvernement, municipalité. La réponse ne peut venir que de la lutte contre le chômage, la précarité, en développant les services publics qui ont déserté les quartiers, en donnant aux habitantEs les moyens de s'organiser pour faire vivre leur quartier au lieu d'enfermer des populations entières dans le ghetto du désespoir sous la surveillance policière...

Yvan Lemaitre

NUCLÉAIRE Montebourg le menteur !

Beaucoup avaient cru dans l'engagement contenu dans l'accord EÉLV-PS de réduire la part du nucléaire de 75% à 50% ; ils n'avaient hélas pas bien compté : Fessenheim fermé et l'EPR construit, ça ne faisait que 0,8% de nucléaire en moins.

Mais ils espéraient... puisqu'il y avait – paraît-il – des dirigeants socialistes un peu plus écolos que les autres ! Comme ce Montebourg, par exemple, qui avait déclaré avant de devenir ministre que : «oser la question du nucléaire, c'est aussi briser le tabou d'une énergie bon marché. Coût du risque, de la construction des centrales, de leur démantèlement, de la gestion des déchets doivent être pris en compte. Il faut donc hisser notre société par-dessus l'horizon du nucléaire et envisager la suite car le nucléaire est dépassable».

Las... à peine trois mois sont passés et le même Montebourg, soutenu par Valls, Bartolone, et autres caciques de l'atome, considère maintenant que «le nucléaire est une filière d'avenir» et «qu'on a besoin d'une énergie bon marché» ! Et il juge bon de justifier son alignement sur les positions du lobby nucléaire par «l'augmentation continue de la consommation des ménages et industrielle». Argument aussi rétrograde que stupide au moment où le peuple japonais, touché dans sa chair, vient de prouver que l'on peut, sans revenir à la bougie, réaliser des économies énergétiques spectaculaires (-15% en moins d'un an).

Les masques sont donc tombés : si Montebourg se recyclait en éolienne, il ferait fureur par grand vent ! Il en rajoute dans le mensonge sur BFM TV en déclarant que «depuis la décision de Mme Merkel de sortir du nucléaire, tous les pays voisins de l'Allemagne construisent des réacteurs nucléaires.» La réalité est que sur neuf pays voisins de l'Allemagne, huit n'ont aucun réacteur en construction, le neuvième étant la France !

Il est cependant un point sur lequel la girouette Montebourg a vu juste, «le nucléaire nous engage bien pour l'éternité.» L'accumulation totalement irresponsable des déchets-poisons que nul au monde ne sait solutionner et l'abominable projet de leur enfouissement à Bure en Meuse engageant bien en effet les générations sur des milliers d'années. Est-ce de cet avenir-là que nous parle Montebourg ?

Quant aux représentants d'EÉLV qui font mine de tomber des nues, à la suite des déclarations de Montebourg et Valls, ils sont juste hypocrites : en votant la confiance, ils ont cautionné un gouvernement productiviste et pronucléaire dont la logique politique implacable est celle du capitalisme prédateur et de sa branche atomique puissante. Une fois de plus, les poncifs éculés tels que «Ne pas rester seul pour peser», «S'allier pour ne pas se cantonner dans la dénonciation stérile» ou «Mettre les mains dans le cambouis» vont devenir de vrais vecteurs de désillusions démobilisatrices pour les militantEs sincères. C'est ce qu'illustre superbement la présence des écologistes au sein d'un gouvernement qui n'a rien à envier à la droite sur le plan de l'environnement.

Et toutes les pétitions, référendums ou autres tentatives de recomposition gouvernementales au sein des institutions actuelles ne feront que désespérer encore plus par leur impuissance.

Une seule solution, toujours la même : le rassemblement de toutes les forces militantes en un collectif de résistance écologique, contre le capitalisme, en lien avec le mouvement social et avec pour programme, outre l'arrêt du nucléaire et sa sortie en moins de dix ans comme le propose le NPA, l'expropriation de tous les groupes de l'énergie, et la création d'un véritable monopole public énergétique sous le contrôle des travailleurEs et de la population.

Claude Kaiser



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

Les Roms pourchassés et discriminés comme au temps de Sarkozy

Pour celles et ceux qui, avec l'élection d'Hollande, avaient quelques espoirs d'amélioration des conditions de vie de la population, l'été a été particulièrement meurtrier... Là où le gouvernement s'est particulièrement distingué pour montrer qu'en fait de « changement », il s'agit surtout de continuité avec la droite, c'est en matière de chasse aux Roms.

Tout l'été a été rythmé par les démantèlements de campements de Roms : à Lyon, Marseille, Aix-en-Provence, Stains, Évry... Depuis mai dernier, près de 3 000 Roms ont été brutalement expulsés de leur lieu de vie, leurs quelques biens, caravanes ou tentes, détruits à coups de bulldozers, certains ont été reconduits de force vers la Roumanie. Pour la plupart d'entre eux, c'est tout simplement l'errance vers un autre campement, quelques kilomètres plus loin, avec la police sur leurs talons, car toutes ces expulsions se passent sans qu'aucune solution de relogement ne soit mise en œuvre. La préfecture propose trois nuits d'hôtel... avant le retour à la rue. Par contre, les liens noués avec les associations humanitaires, les services sociaux sont rompus et cela compromet la scolarisation des enfants.

C'est la même politique du chiffre menée en leur temps par Hortefeux et Guéant. Mais, qui plus est, Valls a le

cynisme de mettre en avant «un devoir moral pour le militant de gauche qu'il est» pour justifier le démantèlement de ces camps. En effet, ceux-ci sont de véritables bidonvilles, généralement sans sanitaires, sans eau ni électricité. Mais c'est parce que depuis plus d'une vingtaine d'années aucun gouvernement, quasiment aucune municipalité (notamment parmi les grandes métropoles dirigées par le Parti socialiste) n'a fait quoi que ce soit pour construire des logements décents pour les Roms qui s'installent en France. Les Roms sont victimes de discriminations partout en Europe, et notamment en Roumanie, pays dont ils sont originaires pour la plupart. La liberté de circulation et d'installation n'existe pas pour eux : ce sont les parias de l'Europe !

Le 22 août, Jean-Marc Ayrault a convoqué une réunion interministérielle pour soi-disant amorcer une nouvelle politique d'intégration vis-à-vis des 15 000 Roms vivant en

France. D'un côté, expulsions et brutalité policière, de l'autre, fausse compassion. Mais rien de concret du côté du logement : une «mission d'étude» est censée répertorier les terrains et locaux disponibles... pour des hébergements d'urgence. Quant au droit effectif au travail pour les Roms, il est encore loin d'être acquis car la seule mesure annoncée est la fin de la taxe de 700 euros que devait payer un patron à l'Office français de l'immigration en cas d'embauche. La liste restreinte de métiers accessibles reste en vigueur (surtout des emplois à caractère saisonnier) ainsi que l'obligation du permis de travail et de séjour que les préfectures ne délivrent qu'après une promesse d'embauche... souvent au bout de plusieurs mois ! Sans travail, sans revenu, les Roms sont condamnés à la misère : le cercle est infernal.

Cette politique flatte les préjugés racistes. Elle a pour but de faire des Roms, des étrangers en général, des

boucs émissaires de la crise. C'est une politique populiste pour satisfaire l'électorat de droite et d'extrême droite, une manœuvre de diversion alors que les mesures d'austérité vont s'aggraver à l'égard de toute la population. Nous sommes loin des propos de campagne du candidat Hollande qui avait dit «on ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution». Ce que Hollande dénonçait avant d'être élu, il le fait réaliser maintenant par Valls.

Il y a deux ans, après le discours de Grenoble de Sarkozy contre les Roms, la réaction des partis politiques de gauche avait été immédiate et des manifestations unitaires avaient eu lieu partout en France. Aujourd'hui, les notables socialistes applaudissent Valls. Contre cette «gauche»-là, il devient urgent de reprendre le chemin de la rue et des mobilisations.

Marie-Hélène Duverger

AFRIQUE DU SUD **Après la tuerie de Marikana**



La tuerie de la mine de platine de Marikana restera dans l'histoire comme l'un des épisodes les plus sanglants de la guerre de classes.

Le 16 août dernier, le massacre de la mine de platine de Marikana a fait 34 morts et des dizaines de blessés, de mineurs incarcérés. Comble de l'abjection : à l'issue du massacre, 270 grévistes ont été inculpés pour le meurtre de leurs collègues, en vertu d'une loi datant du régime de l'Apartheid. Face aux innombrables réactions, cette inculpation a été levée le 2 septembre. En revanche, aucun policier ne semble avoir été inquiété jusqu'ici...

Jusqu'en 2011, le groupe britannique Lonmin, propriétaire de la mine de Marikana a engrangé des profits records, à la suite du boom des matières premières consécutif au krach de 2008... Cela ne l'empêche pas d'employer ses personnels dans des conditions invraisemblables. Un rapport rendu public récemment révèle que la direction de la mine était alertée depuis 2006 sur les conditions de vie et d'emploi « abjectes » des mineurs. Elle n'en a évidemment tenu aucun compte.

Les mineurs employés par Lonmin sont payés une misère – environ 400 euros –, et voient leur pouvoir d'achat grignoté par l'inflation. Ils passent pourtant 8 à 9 heures par jour sous terre, six jours sur sept... Ces conditions de vie et de travail sont de l'esclavage moderne. Ils sont logés dans des bidonvilles sans électricité, où 30 foyers se partagent un seul point d'eau et un seul sanitaire... Les maladies professionnelles sont légion, notamment la tuberculose...

La grève a donc démarré le 10 août parmi les 3000 mineurs, pour des augmentations de salaire. Puis le mouvement a été rejoint par le reste des 28000 ouvriers de la mine. Mais Lonmin a refusé net de faire la moindre concession significative.

La fédération syndicale minière, la NUM (membre de la COSATU) organisait traditionnellement la masse des mineurs sud-africains. Mais elle paie au prix fort son soutien au gouvernement et sa collusion avec les patrons, et est actuellement en plein recul.

Un autre syndicat, l'ACMU, réputé plus combatif, se développe actuellement. Il accuse d'ailleurs la NUM de « partager le même lit que la direction ». À Marikana, les deux organisations se sont opposées. La NUM a estimé le mouvement « irréaliste » alors que l'ACMU en était partie prenante. Il semble bien qu'en accord avec la direction, la bureaucratie de la NUM ait tenté de liquider la grève par la force.

Avant le 16 août, il y avait déjà eu déjà une dizaine de morts selon la presse. Après le massacre, beaucoup a été dit pour masquer la responsabilité de la police du gouvernement ANC-SACP-COSATU dans cette boucherie. Mais les faits sont désormais avérés. Dans l'après-midi, la police est intervenue pour tenter de déloger les grévistes d'une colline où 3000 d'entre eux étaient rassemblés, ce qui revenait à briser la grève. Après un simulacre de négociations, il y eut un début d'affrontements entre grévistes et police. Celle-ci a répliqué par des tirs à balle réelle.

La police a tenté de faire croire qu'elle avait agi en état de légitime défense. Des vidéos montrent pourtant que les policiers ont tiré de sang-froid. On n'a d'ailleurs retrouvé que six revolvers parmi les 259 mineurs interpellés.

La tuerie n'a pas fait fléchir le groupe Lonmin, qui s'est contenté de s'engager dans un simulacre de négociations avec ses partenaires de la NUM...

Quant au président, il s'est borné à visiter la mine quelques jours plus tard, pour annoncer la constitution d'une commission d'enquête dont personne n'attend rien.

Le bilan du gouvernement ANC-SACP-syndicats

Le massacre s'est déroulé dans un pays où le gouvernement est dit « de gauche ». Une coalition composée du parti nationaliste ANC, du PC local (SACP) et, directement, de la confédération syndicale COSATU, soutient le gouvernement actuel de Jacob Zuma.

Du point de vue des travailleurs, le bilan de Zuma et de son prédécesseur de l'ANC (M'beki) est accablant : même l'évêque Desmond Tutu constate l'échec de l'ANC à réduire un tant soit peu les énormes inégalités sociales qui existent dans le pays. Une frêle bourgeoisie noire a bien profité de la transition, s'installant dans les quartiers hier réservés aux blancs du temps de l'Apartheid, sous l'égide du « *Black economic empowerment* ». Mais pour la masse de la population noire, bien peu de choses ont changé.

Signe de ces contradictions, le principal dirigeant de l'organisation de jeunesse de l'ANC, Julius Malema, s'est récemment élevé contre la politique gouvernementale, ce qui a abouti à son exclusion. Malema se fait l'écho des aspirations de la population pauvre mais en la mêlant au soutien aux politiques les plus douteuses

(telles celles de Mugabe, le dictateur du Zimbabwe). En tout cas, son incontestable popularité dans les bidonvilles est révélatrice des frustrations de la population laborieuse.

Un syndicaliste au conseil d'administration de la mine...

La responsabilité de la direction de la COSATU (étroitement soumise à l'ANC) est tout aussi écrasante. Concernant la fédération minière de la COSATU, la NUM, le Monde écrivait ainsi récemment que celle-ci a « *délaissé ses membres les plus vulnérables en acceptant de signer des accords d'augmentation de salaire minimale, alimentant ainsi les soupçons de proximité grandissante avec le patronat. Le fossé entre ses représentants, de plus en plus souvent des cadres moyens, et ses représentés, qui passent plus de huit heures sous terre à près de 40°C, s'est aussi considérablement élargi.* »

Symbole de cette « *proximité grandissante* » avec le patronat : la présence de Cyril Ramaphosa, l'homme fort de la NUM... au conseil d'administration de la mine Marikana !

Un mouvement de fond

On aurait pu croire que la saignée de Marikana permettrait au gouvernement de Zuma de calmer le jeu dans les mines. Bien au contraire auquel. Le 31 août, les 12000 employés de la mine d'or KDC se sont aussi mis en grève.

Visiblement un affrontement de grande ampleur se noue en Afrique du Sud entre les masses et le gouvernement.

Les récents massacres mettent à l'ordre du jour la constitution d'une commission d'enquête indépendante permettant de faire toute la vérité sur ce qui s'est passé à Marikana, sur les liens qui unissent le gouvernement Zuma et les compagnies minières, la COSATU. Au-delà, ce qui est en jeu, c'est évidemment la capacité qu'auront ou pas les travailleurs sud-africains de se doter de syndicats indépendants, régénérés car débarrassés des agents patronaux, et d'un réel parti qui les représente.

À suivre...
Pascal Morsu

TUNISIE

La révolution continue !

Originaire de Sidi Bouzid, Abdesslem était un des coordinateurs des mobilisations parties de l'intérieur du pays qui avaient fait tomber les deux gouvernements mis en place après la chute de Ben Ali (Casbah 1 et 2). Membre du Bureau politique de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO), il a participé à l'Université d'été du NPA.

Peut-on parler de « raz-de-marée islamiste » à propos de la victoire d'Ennahda aux élections d'octobre 2011 ?

C'était une victoire en termes de nombre d'élus : Ennahda a en effet obtenu 41% des sièges. Mais un électeur sur deux n'est pas allé voter, et le mode de scrutin démultipliait le score des listes arrivant en tête. En termes de voix, seulement 18% des électeurs ont en fait voté pour Ennahda. Maintenant, nombre d'entre eux sont déçus par la politique du gouvernement. Ils demandent que le gouvernement Ennahda « dégage », car celui-ci est incapable de résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques.

Comment le pouvoir se situe-t-il par rapport aux salafistes qui ont commis une série d'agressions ces derniers mois ?

Dans les faits, les salafistes sont très liés à Ennahda. Les salafistes servent souvent de milices au pouvoir.

Comment les luttes évoluent-elles ?

Après avoir faibli depuis avril-mai 2011, elles ont remonté depuis février 2012.

Comme avant le 14 janvier, les manifestants se battent pour des revendications sociales : l'emploi, la justice sociale, la fin des inégalités régionales, la défense des droits des femmes, le droit à l'eau, le droit à l'électricité, etc. De nombreuses luttes ont également lieu dans les entreprises. Une véritable dynamique existe entre le syndicalisme et le reste du mouvement social. Le rôle de l'UGTT est décisif pour que cette articulation se développe.

Comment les mobilisations sont-elles organisées ?

Comme au début 2011, il s'agit de mobilisations spontanées que les militants de gauche aident à structurer. Les récentes mobilisations de Sidi Bouzid ont, par exemple, reposé sur le Comité local de protection de la révolution impulsé par le Front du 17 décembre, qui regroupe l'ensemble des organisations de gauche et nationalistes, ainsi que des militants indépendants.

Que penser de la tentative de regroupement d'un pôle autour d'anciens politiciens bourgeois et benalistes ?

Au nom de la nécessité de lutter contre les menaces que les islamistes font peser sur les libertés, ce pôle en constitution a reçu le renfort de quelques forces issues du centre ou de l'ancien Parti communiste.

En ce qui la concerne, la LGO a refusé de se laisser enfermer dans cette bipolarisation entre deux tenants du néo-libéralisme. Elle a appelé, le 29 mars 2012, à la construction d'un troisième pôle autour de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT).

Mais la direction de l'UGTT refuse de participer à la mise en place d'une alternative politique aux deux pôles dominants. Elle appelle à la recherche d'un consensus entre l'ensemble des forces politiques et sociales.

Où en est le regroupement des forces de gauche ?

Après les élections du 23 octobre des discussions ont eu lieu entre les groupes d'origine marxiste-léninistes (dont le PCOT, et trois courants patriotes-démocrates), les trotskystes de la LGO, des partis nationalistes (nassérien et baathiste), d'autres forces de gauche, ainsi que des militants individuels.

Elles ont abouti sur la décision de recréer un troisième pôle appelé, « Front populaire du 14 Janvier ».

L'accord intervenu porte notamment sur les points suivants :

- la nécessité de continuer la révolution ;
- la volonté de développer le Front dans les régions pour organiser localement les mobilisations au niveau social, démocratique et politique ;
- l'identification des forces hostiles à la révolution et à la classe ouvrière.

Propos recueillis par un correspondant

Une version longue de cet interview est disponible sur www.europe-solidaire.org

Le NPA de plain-pied dans la rentrée

Avec 700 participantEs, l'Université d'été a cette année encore réuni de nombreux militantEs et sympathisantEs désireux d'échanger autour de nos orientations et de nos interventions. Elle a aussi permis de préparer une rentrée placée sous le signe de l'opposition de gauche aux premières mesures du gouvernement Ayrault.

S'il y avait un peu moins de monde cette année à Port-Leucate, les chapiteaux et salles ont encore été très fréquentés, le tout dans un climat détendu et propice aux échanges, contrastant avec l'ambiance difficile de ces derniers mois. En particulier, on s'est beaucoup intéressé aux révolutions dans le monde arabe avec nos invités tunisiens et syriens, au mini-cycle de trois après-midi consacré à l'Algérie, à l'intervention des anticapitalistes grecs, aux discussions consacrées à la crise, à la dette, aux politiques économiques et sociales protectionnistes et aux extrêmes droites européennes. Et bien entendu, cette année encore, la Société Louise-Michel a attisé la curiosité intellectuelle de nombreuses personnes.

Deux temps forts ont marqué cette université d'été : le meeting de rentrée de notre parti, autour de Philippe Poutou et Christine Poupin, placé cette année particulièrement sous le signe de l'internationalisme (Grèce, Syrie et même une « invitée surprise... ») et un grand concert de HK et les Saltimbanks, présents pour nous rappeler en musique qu'« On lâche rien » et que le NPA, « c'est pas fini, ça ne fait que commencer » ! Mentionnons aussi le débat le plus fréquent de l'université d'été – 150 personnes – consacré au retour à plusieurs voix sur l'expérience de construction du NPA, et la tenue d'un forum sur la riposte au gouvernement avec des représentantEs de la gauche sociale, dont Jean-Baptiste Eyraud, de Droit au logement, et Mohamed

Mechmache, d'AC-le-Feu.

Regrettons toutefois l'absence des forces politiques invitées pour discuter de la construction d'une opposition de gauche (en particulier le Front de Gauche) ou du rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires (Lutte ouvrière).

En bref, 52 séances en journée, de nombreux travaux pratiques en fin d'après-midi et des soirées sympas et instructives pour rappeler que plus que jamais il faudra compter sur et avec le NPA en cette rentrée. Celles et ceux qui voulaient nous oublier en seront pour leurs frais !

La commission Université d'été

Une rentrée sur le terrain des mobilisations

Dès le premier soir de l'Université d'été, le dimanche 26 août, a eu lieu le traditionnel meeting de rentrée où ont notamment pris la parole notre ex-candidat à la présidentielle, Philippe Poutou, et notre porte-parole nationale, Christine Poupin. Si les questions internationales ont été omniprésentes, c'est bien sur les mobilisations nécessaires en cette rentrée – Europe, licenciements et emplois et jeunesse – que les intervenantEs du NPA se sont exprimés.

SOLIDARITÉS ET LUTTES INTERNATIONALES

Quoi de mieux pour ouvrir cette soirée que de donner la parole à nos invités venus de Grèce, Sotiris Martalis et Manos Skoufoglou. Plutôt que de longs discours sur la crise économique, ses origines, ses effets, ces anticapitalistes nous ont brossé à grands traits la situation sociale et politique grecque avec ses difficultés, ses dangers – notamment la montée de l'extrême droite – mais aussi ses espoirs. Sans taire leurs désaccords, ces militants des coalitions Antarsya et Syriza ont fait vivre le souffle des mobilisations du peuple grec.

De l'émotion il y en a aussi eu quand un camarade syrien de la Coordination des comités populaires de Damas et de sa banlieue a pris la parole. Car si la tragédie fait partie de la vie du peuple syrien depuis plusieurs mois, le soulèvement populaire contre le dictateur, pour une vraie démocratie, est aussi porteur d'un projet d'émancipation sociale plus global, une lutte véritablement révolutionnaire. C'est à cette lutte que les centaines de camarades debout au début et à la fin de l'intervention ont voulu rendre hommage. Et pour être complet sur la dimension internationale, soulignons enfin la présence à ce meeting d'une « invitée militante surprise », Aurore Martin, victime d'une répression bien française (cf. encadré).

JEUNESSE SACRIFIÉE

Mais ce sont les dossiers chauds de ces prochaines semaines que les intervenantEs du NPA ont longuement développés. À commencer par Mina, membre du secteur jeune du NPA, qui a rappelé que si le candidat Hollande avait fait de la jeunesse sa priorité, le président Hollande lui ne s'en souvient plus. Au menu des premières mesures, stigmatisation de la jeunesse des quartiers avec l'épisode d'Amiens qui s'inscrit dans la lignée des gouvernements précédents, et précarisation avec le nouveau contrat « emplois d'avenir » pour des jeunes sous-payés. Visiblement le changement, ce n'est pas maintenant...

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Bertrand, militant syndical et politique chez Peugeot à Mulhouse, nous a rappelé à quel point étaient de plus en plus difficiles les conditions de travail dans l'industrie... Puis, il nous a parlé de « Bob », omniprésent dans nos vies, patron d'à peu près tout, de machines à café jusqu'aux assurances en passant par un institut de sondage ou une société d'autoroute. Bob, c'est Robert Peugeot, riche patron d'un groupe qui s'apprête notamment à fermer l'usine d'Aulnay, avec la passivité complice du gouvernement et de son ministre Montebourg. Alors comme le dit Bertrand, « [...] pour sauver Aulnay, Rennes ou SevelNord, nous devons être convaincus qu'on ne pourra défendre les conditions de travail et sauver chaque emploi qu'en voulant les sauver tous et tous ensemble. Nous devons sortir du combat entreprise par entreprise, secteur par secteur. Nous devons représenter la détresse et la colère de ceux qui veulent brûler leurs usines, des retraités qu'on veut faire crever au boulot, des jeunes qui n'en auront pas et des travailleurs immigrés qu'on expulse ».

POUR UNE AUTRE EUROPE

Hollande s'apprête à céder sur la question du fameux TSCG, qualifié par lui-même en son temps de « traité d'austérité ». Mais de l'eau a bien coulé sous les ponts depuis la campagne électorale. Présentant le nouveau « trio infernal – Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire, règle d'or et Mécanisme européen de stabilité » – Christine Poupin a montré comment « avec cette succession de décisions politiques pour imposer un libéralisme économique débridé, la concurrence libre et non faussée, la destruction des acquis sociaux, la crise économique mondiale a été l'occasion rêvée pour les bourgeoisies européennes et les institutions à leur service d'avancer dans leur

AURORE MARTIN, UNE « INVITÉE MILITANTE SURPRISE »

Représentante du parti de gauche indépendantiste basque, Batasuna, Aurore Martin était présente à Port-Leucate et a pris la parole lors du meeting de rentrée du NPA. Sa présence était importante, marque forte de la solidarité internationaliste du NPA avec le peuple basque.

Rappelons qu'Aurore Martin est toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt européen émis en octobre 2010 « en vue de poursuites pénales pour des faits de participation à une organisation terroriste et terrorisme ». En fait, c'est son appartenance à Batasuna, parti illégal en Espagne mais autorisé en France, qui lui est reprochée. Après plusieurs tentatives vaines pour l'arrêter, l'État français – très zélé il y a quelques mois sous la direction du ministre de l'Intérieur Guéant – semble aujourd'hui avoir un peu lâché l'affaire, mais rien n'est réglé.

Lors de son intervention au meeting, Aurore Martin a remercié le NPA pour la solidarité apportée à la lutte pour les droits du peuple basque. Faisant le point sur le processus en cours au Pays basque, processus paralysé malgré l'annonce du dépôt des armes par ETA, elle a appelé à faire de la manifestation populaire du 13 octobre pour le respect des droits des prisonniers basques une grande réussite.

M.B.



Port-Leucate, le 26 août. HK et les Saltimbanks donnent un concert à la fin du meeting. (Photothèque Rouge/JMB)

projet fondamental de liquider le modèle social européen ». Ajoutant que « les raisons qui en 2005 ont fait le non de gauche au TCE doivent faire une opposition de gauche au TSCG », elle a rappelé que le NPA milite pour « une opposition de l'ensemble de la gauche, politique, syndicale, démocratique [...] pour ne pas laisser Hollande faire passer son traité, [...] pour prendre des initiatives publiques, des initiatives de rue au moment où députés et sénateurs auront à voter en notre nom ».

CONSTRUIRE UNE OPPOSITION DE GAUCHE

C'est bien entendu notre camarade Philippe Poutou qui a conclu le meeting. Se réjouissant que 2012 ait au moins apporté jusqu'à présent deux

bonnes nouvelles, les fameuses 500 signatures qui nous ont permis de participer à la campagne présidentielle et le départ de Nicolas Sarkozy, Philippe a fait un premier bilan des « 100 jours » d'Hollande. Au-delà des mesurées déjà prises – encadrement des loyers, retraite à 60 ans pour 100 000 salariés –, il apparaît clairement que ce gouvernement ne sera pas une protection contre le rouleau compresseur capitaliste.

Alors oui, les solutions anticapitalistes restent bien d'actualité, au moment même où les profits insolents et les richesses s'accumulent. En témoigne ce surréaliste classement des plus grands yachts au monde présenté par Philippe, une « compétition » inutile entre milliardaires pourtant toujours prompts à nous demander des sacrifices.

Pour sortir de la crise, il faut donc une répartition des richesses et s'attaquer aux banquiers et aux financiers, ce que ferait un gouvernement vraiment de gauche. Pour cela, la rue doit se faire entendre et la colère s'exprimer collectivement. Comme l'a martelé Philippe à la fin de son intervention, l'enjeu en cette rentrée est de construire une opposition de gauche à ce gouvernement. Il faut sortir de l'attentisme à gauche, et le NPA propose dès maintenant de construire cette opposition politique et sociale, une proposition adressée non seulement au Front de Gauche et à Lutte ouvrière, mais aussi à l'ensemble de la gauche sociale.

Une véritable feuille de route pour ces prochaines semaines.

Manu Bichindaritz

«La force de la révolution syrienne entraîne la désintégration du régime»

Entretien avec Shadi Abu Fakher
(un des fondateurs des coordinations
des quartiers de Damas).

Peux-tu nous dresser un tableau de la situation aujourd'hui en Syrie ?

La majorité de la Syrie est en révolte. 70% du territoire syrien est hors du contrôle du pouvoir. Il y a toujours des manif partout, des manif pacifiques, il y a aussi des campagnes de boycott du régime, par exemple pour ne pas payer ce qu'on doit à l'État (impôts, taxes)... Des fonctionnaires ont arrêté d'aller à leur boulot, pas mal de militaires ont déserté l'armée. Il y a un divorce total avec le régime. Les coordinations se maintiennent malgré la répression. Elles regroupent des gens du même quartier, du même village, qui s'organisent eux-mêmes, pour manifester, pour gérer les relations locales, utiliser les médias...

On a adopté une forme horizontale d'organisation pour faire face au mieux aux dégâts causés par les arrestations. Dès qu'il y a une arrestation, une autre structure se met en place et prend contact avec le comité d'à côté.

L'Armée syrienne libre (ASL) est vue comme une composante de la révolution, sa force reste très faible par rapport à l'armée officielle, elle compte près de 100 000 hommes, des militaires qui ont déserté et aussi pas mal de civils volontaires ; leur armement n'a rien à voir avec l'armement de l'armée officielle, des kalachnikovs, quelques roquettes, des fusils de chasse...

Face aux manifestations, le régime est impuissant et s'enferme dans l'escalade de la répression. Il est passé à une étape de punition généralisée. Dès qu'il y a une manif, des roquettes sont lancées, on peut imaginer les dégâts des voitures piégées sur le passage des manif, des exécutions sommaires filmées et diffusées pour terroriser la population. Les bombardements sur les villes contraignent pas mal de gens à fuir. Au début, il y avait une moyenne de 12, 15 victimes par jour, puis 25, 30, 50, puis 200 et il y a trois jours, dans un seul quartier de Damas, à Daraya, plus de 400 victimes.

Quelle issue face à ce déferlement de violence ?

Première chose, il faut arrêter l'intervention étrangère qui vient de la Russie, de la Chine, du Hezbollah, de l'Iran qui consolide le régime. Deuxième chose, il faut combattre la désinformation concernant la nature de la révolution syrienne et permettre à l'ASL de s'armer. Il faut secourir d'urgence la population. Pour le reste, la force de la révolution syrienne, nos idées, la mobilisation populaire entraînent la désintégration du régime. Face à un régime qui n'hésite pas à bombarder un quartier, une ville, nous avons besoin d'armes, d'entraînement aussi, parce que la plupart des gens de l'ASL sont des civils qui n'ont pas d'expérience militaire. Dernière chose, l'importance des secours face à 3 millions de réfugiés intérieurs qui ont fui les bombardements et ont besoin d'un abri, de nourriture. On risque d'avoir une réelle famine.

Que penses-tu du fait qu'Obama ait évoqué la possibilité d'une intervention militaire ?

Le souci de l'administration US n'est pas le sort de la révolution syrienne, mais celui des armes chimiques et des missiles quand le régime s'effondrera. Contre qui ils pourront être utilisés. Il n'y aura pas d'intervention militaire occidentale malgré quelques voix dans la résistance qui la demandent. Après la chute de Bachar el Assad, l'administration US, l'Otan, les forces occidentales, pourraient décider d'une intervention pour contrôler les armes chimiques, et aussi la mise en place d'un nouveau régime...



Port-Leucate, 26 août 2012. Shadi Abu Fakher (à droite). (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

Quelles formes politiques pourrait prendre la révolution après la chute du régime ?

Il y a plus d'un mois et demi, une réunion a eu lieu au Caire avec toutes les forces révolutionnaires de l'intérieur du pays. Elles ont signé un accord sur la nécessité d'un État réellement démocratique, l'égalité entre tous les Syriens, indépendamment de leur appartenance ethnique, politique, religieuse, etc. Cet accord prévoit la création d'un conseil de 150 membres, une sorte de Parlement transitoire, jusqu'à des élections. Il devrait être composé de 25% de forces de l'opposition, de 25% des comités de coordination, 25% de personnalités qui ont aidé la révolution, de leaders locaux et 25% de technocrates de l'ancien régime à condition qu'ils ne soient pas mêlés à la répression. Un gouvernement transitoire serait mis en place composé de la même façon et un conseil militaire composé de 50% de l'ASL et 50% d'officiers de l'ancien régime qui n'ont pas été liés à des massacres, à la répression. Dernière chose, face à la peur que l'Armée syrienne libre puisse, après la révolution, être entre les mains des salafistes, des djihadistes, cette dernière a adopté, il y a deux semaines, un pacte qui interdit à ses membres d'entrer dans tel ou tel parti. Elle est là pour servir la révolution.

Quel bilan tires-tu de ta participation à l'Université d'été du NPA ?

Nous n'acceptons pas la position d'une partie de la gauche qui ne soutient pas la révolution syrienne. Je suis venu en France pour aider à faire connaître ce qui se passe en Syrie. Face à cette partie de la gauche qui considère le régime d'Assad comme opposé à l'impérialisme, j'ai trouvé la position du NPA la plus avancée dans le sens de la solidarité. C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai participé à plusieurs débats sur les révolutions du monde arabe. C'est pour moi très positif.

Propos recueillis par Yvan Lemaitre

GRÈVE DE LA FAIM SYRIENNE À PARIS, EN COORDINATION AVEC LES GRÉVISTES DE LA FAIM EN JORDANIE, ALLEMAGNE, USA, TURQUIE...

Ils sont douze jeunes, femmes et hommes réunis dans une même volonté : participer à leur manière à la révolution syrienne.

Quelques-uns sont arrivés de Damas il y a peu, animateurs des comités de quartier, ils ont subi prison et torture. Très actifs parmi la communauté syrienne en France, ils projettent de retourner sur place continuer la lutte pour renverser le régime de la « dynastie » Assad.

Si leurs revendications sont en direction diverses et sur des sujets multiples, ils refusent avec énergie toute ingérence étrangère pour l'avenir de leur pays et excluent tout recours à une intervention militaire étrangère.

Leur action de désespoir appelle les peuples à l'aide humanitaire par un soutien concret. Collecter des dons permettant d'assister les réfugiés, les sans-abri, les malades et blessés ne pouvant se rendre dans les hôpitaux sous contrôle du régime. Au-delà du soutien politique réclamant la chute du régime syrien, le droit au peuple de choisir son destin politique, il y a urgence humanitaire !

Bien sûr, ils réclament la fin des livraisons d'armes au régime, ils s'adressent aux gouvernements pour isoler le dictateur, confiants dans le succès de leur lutte pour une Syrie démocratique englobant toute la population dans le respect des origines et des choix religieux.

Lundi 3 septembre, Christine Poupin, porte-parole du NPA, accompagnée de membres de la commission internationale du NPA, a échangé avec les grévistes de la faim à Paris. Après l'exposé de la situation, de leur initiative, la discussion a porté sur l'aide concrète que le NPA, avec d'autres forces, peut apporter pour élargir le mouvement populaire de solidarité au peuple syrien.

Marc Prunier

Dernière minute

Les grévistes de la faim syriens ont tenu une conférence de presse ce mardi à 14h30.

Étaient notamment présents l'AFP, Reuters, le Monde (Christophe Ayad), Mediapart, RFI, les Inrockuptibles...

Les grévistes de la faim dans le monde étaient hier 52 dont 12 en France.

En ce qui concerne ces derniers, ils/elles ont décidé de suspendre leur grève jusqu'au 20 septembre. Ils/elles ont annoncé qu'ils/elles la reprendront si des promesses qui leur ont été faites oralement n'étaient pas d'ici la honorées, dont :

- la saisine du Tribunal pénal international contre Assad et son frère pour crime contre l'humanité,
- l'engagement du gouvernement égyptien d'interdire le canal de Suez aux transport d'armes et de moyens logistiques destinés à la Syrie,
- la rupture des relations diplomatiques des pays de l'Union européenne avec le régime syrien...



(MARCO)

4^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

Réfléchir et agir sur la tempête européenne

Résolument internationaliste, cette Université d'été accueillait des invités de Grèce et de l'État espagnol qui animaient quatre ateliers : « Les marchés européens et la Troïka contre la démocratie », « L'extrême droite en Europe », « Forces et faiblesses de la gauche anticapitaliste européenne » et « Que nous apprend le mouvement international des Indignés ».

Entretien croisé avec Andreu Coll Blackwell (Izquierda Anticapitalista-État espagnol), Manos Skoufoglou (OKDE/coalition Antarsya - Grèce) et Sotiris Martalis (DEA/coalition Syriza - Grèce).

Quel est le sens de ta participation à l'Université d'été du NPA ?

ANDREU - Les forts liens politiques de la gauche anticapitaliste de l'État espagnol avec le NPA, et une longue histoire de collaboration ! L'Université d'été est une initiative dont nous avons beaucoup appris pour essayer de l'impulser aussi chez nous, avec grand succès depuis trois ans. Il nous semble fondamental aussi de participer aux discussions internationales qu'on enregistre dans ce cadre-là.

MANOS - L'internationalisme ne peut pas être simplement un mot. Il doit être une activité pratique. Des expériences précieuses ont été échangées à cette Université d'été du NPA, des dilemmes vitaux auxquels le mouvement ouvrier fait face dans le cours de la crise capitaliste globale ont été examinés. Au-delà, cela a été une occasion de distraction ! Je suis heureux d'avoir eu l'opportunité d'être là.

SOTIRIS - Ma participation à l'Université d'été du NPA a été une expérience très enrichissante. Pour le grand nombre et l'intérêt des discussions, pour l'entrain des orateurs et l'implication importante des militants de toute la France.

Sur quel bouleversement de la situation de ton pays as-tu voulu mettre l'accent ?

ANDREU - Notamment sur le fait que l'éclatement de la crise de la dette est dû à la socialisation des pertes du capital privé dans le cadre des budgets publics et à l'accumulation de cadeaux fiscaux à répétition pour ceux qui ont provoqué la crise. L'effondrement en cours de l'Espagne, un des États providence les plus pauvres et incomplets de l'Union européenne, est aussi un bouleversement dramatique qui peut ouvrir une vraie crise politique dans les mois et années à venir.

SOTIRIS - Nous pouvons dire que la radicalisation qui a eu lieu ces deux dernières années avec les grèves des travailleurs (dix-sept grèves générales, occupations de bâtiments gouvernementaux, siège du Parlement) et les luttes sociales (mouvement des Indignés, mouvement «*Nous ne paierons pas*») s'est exprimée dans le résultat des élections pour Syriza qui a atteint des scores impressionnants, et il semble que cela va continuer. Face à l'intention de la classe dominante de faire passer un nouveau plan d'économies de 11,5 à 21 milliards d'euros, l'automne va être fourni en luttes ! La résistance dans les lieux de travail semble se relancer. Après une grève de deux jours des

employés des municipalités, les travailleurs de l'aide sociale sont en grève, rejoints par ceux de la Post Bank contre la privatisation. La Confédération des travailleurs du secteur public Adedy a décidé une grève de 24 heures qui devrait être menée conjointement avec la Confédération des travailleurs du secteur privé, GSEE, donc cela devrait donner une grève générale. La résistance remonte fortement !

MANOS - La Grèce est sous le coup d'une immense polarisation de classes. L'attaque massive menée par le capital et l'État bourgeois s'accroît toujours plus, sous la direction de la nouvelle coalition gouvernementale. D'un autre côté, la classe ouvrière et les opprimés se préparent pour de nouvelles luttes, après une pause due aux élections. La croissance électorale de la gauche est un développement positif qui approfondit la crise politique de la bourgeoisie. Mais ce n'est pas suffisant. Le peuple doit retourner dans la rue. Et nous avons maintenant un nouvel ennemi à combattre : les fascistes d'Aube dorée. Dans ce contexte, Syriza et son programme réformiste ne sont pas un outil adéquat. C'est pourquoi Antarsya insiste sur une proposition anticapitaliste révolutionnaire, en même temps qu'elle combat pour une action commune dans les luttes. L'existence d'un sujet politique anticapitaliste indépendant est crucial pour les luttes qui viennent, y compris pour la trajectoire qu'un possible gouvernement de gauche pourrait vraiment suivre.

Quelle place donner à la lutte contre la montée de l'extrême droite dans ce contexte ?

SOTIRIS - Mettre l'Aube dorée hors d'état de nuire est une question centrale pour les travailleurs et la gauche. Les attaques contre les immigrants ont augmenté pour passer à plus de 100 dans les semaines passées, certaines se traduisant par la mort de migrants. L'appel pour des comités unitaires antifascistes dans chaque quartier est une tâche importante de la période. Récemment dans trois localités, Nikaia, Perama et Kallithea, il y a eu des manifestations contre les attaques des fascistes. Il est important de mettre en valeur les réponses d'autodéfense qui commencent à apparaître de la part des migrants contre les attaques des fascistes.

MANOS - Une fois de plus le fascisme se montre comme une réelle possibilité dans les conditions de la crise capitaliste. En Grèce, il évolue vers un mouvement de masse en faveur de la barbarie capitaliste la plus écoeurante. La lutte contre les néonazis est une priorité centrale et elle inclut des tâches comme l'unité entre les travailleurs grecs et immigrés, un front unitaire large de toutes les tendances du mouvement de masse (Syriza, le KKE, Antarsya, les autres organisations d'extrême gauche, les anarchistes, les syndicats, les assemblées populaires), des assemblées locales antifascistes qui organisent l'autodéfense contre les attaques fascistes.

ANDREU - Le sentiment d'impuissance explique la montée en force d'un ressentiment mal dirigé

vers le bas, vers ceux qui n'ont pas de droits civiques ou qui sont même perçus comme des menaces pour les acquis de certaines couches de travailleurs. Alors il faut construire une gauche anticapitaliste qui puisse gagner de la crédibilité en devenant un instrument pour sauvegarder les acquis sociaux et démocratiques avec une perspective de rupture, et qui constitue un barrage à l'extrême droite dans les quartiers populaires et, notamment, dans la rue.

Quelles leçons du mouvement des Indignés étaient tirées dans l'atelier centré sur ce thème ?

ANDREU - Notamment qu'ils sont devenus un point d'appui incontournable pour renouveler l'ensemble du mouvement social et le mouvement ouvrier avec une perspective de rupture inspirée par la montée des révolutions arabes, et une dynamique internationaliste qui nous rappelle beaucoup celle de 1968.

MANOS - Le mouvement des Indignés a été un phénomène contradictoire, combinant des éléments très progressistes (revendications et moyens de luttes radicaux, questions permanentes sur le sens du pouvoir) avec certains très conservateurs, voire réactionnaires (hostilité envers les partis et les syndicats, nationalisme...). Cependant, cela a été une expérience militante très importante, dont nous avons tiré des conclusions précieuses : la nécessité de combiner des moyens de lutte spontanés et organisés, la dynamique de l'auto-organisation, la fluidité de la conscience sociale qui peut faire des bonds pendant les mobilisations de masse, la stupéfiante pertinence de l'internationalisme.

SOTIRIS - L'atelier sur le mouvement des Indignés avait un intérêt particulier parce qu'il a comparé les expériences de ce mouvement en Espagne et en Grèce, et les efforts faits en France. Nous devons noter que les rassemblements de la place Tahrir en Égypte qui ont inspiré le mouvement des Indignés de la Puerta del Sol ou de la place Syntagma montrent la connexion internationale de mouvements spontanés.

Quelles sont les perspectives de mobilisations et les responsabilités immédiates des anticapitalistes dans votre pays ?

ANDREU - Il faut essayer de déborder les initiatives des syndicats qui vont se dérouler les semaines à venir (à partir du 15 septembre) et essayer de centraliser au maximum les luttes en cours. Il nous faut d'urgence générer une dynamique de lutte qui pousse vers une grève générale par en bas qui paralyse le pays et qui puisse créer les conditions politiques pour la chute fracassante du gouvernement Rajoy, une vraie machine pour casser les droits sociaux et démocratiques les plus élémentaires de l'État espagnol.

SOTIRIS - Comme je l'ai dit précédemment, une nouvelle vague de résistance commence à répondre au troisième plan d'austérité. Le rôle des anticapitalistes est décisif pour organiser et soutenir chaque petite grève ou mouvement isolés, jusqu'à la grève générale. En même temps les anticapitalistes doivent connecter ces événements au mouvement antiraciste et



Port-Leucate, août 2012. Manos Skoufoglou (OKDE/coalition Antarsya). (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

antifasciste. Pour le succès de ces tâches, la constitution d'un front unique est indispensable pour exercer une pression maximale sur la gauche réformiste.

MANOS - Il n'y a pas de temps pour se reposer maintenant ! Le nouveau gouvernement prépare une nouvelle vague de mesures d'austérité. Nous avons à initier de nouvelles grèves, des manifestations, des occupations, des assemblées populaires. La première réponse va être donnée par une grande manifestation à Salonique samedi prochain, à l'occasion de l'exposition commerciale internationale. C'est le rôle des anticapitalistes d'organiser ces luttes, aussi bien que de combattre les fascistes, alors que ni la direction de Syriza, ni le KKE, ni la bureaucratie syndicale ne semblent en avoir la volonté.

Parmi les différents ateliers auxquels tu as participé, quels sont les débats qui te semblent avoir été les plus utiles ?

ANDREU - Une certaine actualisation de ce qu'on pourrait appeler «*un gouvernement ouvrier en rupture partielle avec les politiques d'austérité*». Plus concrètement, c'était intéressant de constater que le cas grec pose d'une façon très concrète un débat sur la démarche que les anticapitalistes et les révolutionnaires ont face à un hypothétique gouvernement de rupture avec les diktats du mémorandum de la Troïka. Je crois que dans la nouvelle étape politique qui s'ouvre au sud de l'Europe, il serait clé pour la gauche anticapitaliste de peser sur les dynamiques de radicalisation en prenant des initiatives mais, en même temps, en gardant toute l'indépendance politique. Le binôme radicalité-unité se pose d'une façon concrète et malheureusement parfois difficile...

SOTIRIS - Les discussions les plus utiles ont été celle revenant sur les forces et faiblesses de la gauche anticapitaliste européenne, et celle sur l'extrême droite en Europe.

MANOS - En dehors de la discussion sur la crise en Europe du Sud, certains des points forts de cette université d'été ont été les débats sur la révolution en Tunisie et Égypte ; la question nationale basque et les mobilisations dans le secteur automobile. Au-delà, la tentative de tirer un bilan des partis anticapitalistes a constitué une contribution intéressante au débat sur la stratégie révolutionnaire, qui est urgent aujourd'hui.

Propos recueillis par Christian Babel



Port-Leucate, août 2012. Sotiris Martalis (DEA/coalition Syriza). (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Quatre années de crise

Près de quatre ans après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, la crise est loin d'être terminée. Outre la Grèce, l'Espagne ou l'Italie, la zone euro affiche une croissance en berne. Dans le monde, même la Chine connaît un ralentissement de son activité.

« Nous sommes devant une crise d'une gravité exceptionnelle, une crise longue qui dure depuis maintenant plus de quatre ans et aucune des grandes puissances économiques, même les émergentes, n'est désormais épargnée ». On peut pour une fois être d'accord avec ce diagnostic de François Hollande dans son discours prononcé à Châlons-en-Champagne, le 31 août dernier (ce qui ne veut pas dire que l'on soutienne les remèdes qu'ils propose). Nous approchons de l'anniversaire de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, le 15 septembre 2008, sans qu'aucune sortie de crise ne se dessine.

La croissance mondiale en berne

Les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) publiées à la mi-juillet témoignent du nouveau ralentissement de l'économie. La croissance des pays « avancés » (Amérique du Nord, Union européenne, Corée du Sud, etc.) est deux fois moins élevée qu'en 2010. Le marasme est particulièrement fort dans la zone euro avec une croissance négative en 2012 (-0,3%). La France s'en tire donc un peu mieux que ses voisins (+0,3%) mais, avec ce chiffre, le chômage va exploser : le ministre du Travail, Michel Sapin a annoncé que le seuil des 10% de chômeurs était déjà franchi. En fait, la France se dirige vers son record de chômage depuis 1975 : 10,8% au 1^{er} semestre 1997 (pour la seule France, sans les DOM-TOM). Du côté du reste du monde, le ralentissement est limité mais réel. La croissance du Brésil est trois fois moins élevée qu'en 2010. Celle de l'Inde baisse aussi et sera sans doute en 2012 plus faible que celle prévue par le FMI (de l'ordre de 5,5%). Il en est de même pour la Chine qui devrait être à 7,5% de croissance.

CROISSANCE : PRÉVISIONS DU FMI (JUILLET 2012)

(variation d'une année sur l'autre en %)

	2010	2011	2012	2013
Production monde	+ 5,3	+3,9	+3,5	+3,9
Pays « avancés »	+3,2	+1,6	+1,4	+1,9
USA	+3,0	+1,7	+2,0	+2,3
Zone Euro	+1,9	+1,5	-0,3	+0,7
France	+1,7	+1,7	+0,3	+0,8
UK	+2,1	+0,7	+0,2	+1,4
Pays émergents et en développement	+7,5	+6,2	+5,6	+5,9
Chine	+10,4	+9,2	+8,0	+8,5
Inde	+10,8	+7,1	+6,1	+6,5
Brésil	+7,5	+2,7	+2,5	+4,6
Commerce mondial	+12,8	+5,9	+3,8	+5,1

Exemple : en 2012, le PIB (produit intérieur brut qui mesure la valeur supplémentaire créée) devrait baisser de 0,3% dans la zone euro et augmenter de 0,3% en France



Paris, 1^{er} Mai 2012. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARC)

Dernière ce paysage, trois phénomènes principaux :

- La faiblesse de la croissance aux États-Unis et en Europe est l'indice que les causes initiales de la crise n'ont pas été surmontées : tendance à la suraccumulation, poids des dettes accumulées, incertitudes sur le bilan des banques qui entretiennent la méfiance, ingéniosité des spéculateurs et financiers.
- Les principales classes dominantes des pays occidentaux sont déchirées par leurs divisions sur la stratégie économique : républicains ultra-libéraux contre démocrates aux USA, divisions entre pays en Europe.
- La fin de l'illusion selon laquelle les économies émergentes, et notamment la Chine, pouvaient venir à la rescousse des économies de l'OCDE. Aux USA et en Europe, les bourgeoisies et leur représentation politique sont divisées sur la manière de gérer les finances publiques (aux USA) et la question monétaire (dans la zone euro) ; mais unifiées sur les politiques d'austérité sociale et salariale et la volonté de maintenir le cadre néolibéral. Aucun basculement d'ensemble de cette orientation n'est à l'ordre du jour.

L'Europe, maillon faible de la situation

L'Europe apparaît comme un maillon faible dans la configuration du capitalisme actuel. Sa croissance, on l'a vu, est la plus calamiteuse de toutes les grandes zones économiques. Sa récession en 2012 affaiblit le commerce mondial par le biais du ralentissement de ses importations, et donc l'activité des autres pays, tandis que sa crise financière (situation des banques, dettes

publiques) accroît l'incertitude mondiale. Après tant de sommets européens présentés comme décisifs, la crise bancaire espagnole combinée avec la situation de la Grèce a marqué une nouvelle étape.

Les mesures d'austérité accentuent la faiblesse de la croissance et le chômage, mais aucun secteur essentiel des classes dominantes ne soutient un tournant d'ensemble des politiques économiques et il n'y a pas de pression effective du mouvement ouvrier européen en ce sens. Certes, pour la première fois, la Confédération européenne des syndicats s'oppose à un traité européen en rejetant le Traité budgétaire. Mais il y a une marge entre de telles déclarations et la préparation de mouvements d'ensemble des salariés européens. Mouvements d'ensemble qui iraient au-delà de journées d'action auxquelles les pouvoirs ne sont pas prêts à faire la moindre concession. Enfin, les antilibéraux radicaux et les anticapitalistes sont trop faibles et trop peu coordonnés pour peser pour des solutions radicales au niveau européen.

Ceux qui profitent de la crise et la masse des autres

À l'échelle mondiale, 25 millions de millionnaires, représentant 0,5% de la population, concentrent à eux seuls 36% des richesses, selon le rapport 2011 sur la richesse mondiale du Crédit suisse. Un rapport du Centre de recherche du Congrès des États-Unis montre que les Américains les plus fortunés se sont enrichis depuis 2001 : 10% de la population possède désormais 75% de la richesse nationale et, parmi eux, les 1% les plus riches en détiennent près de 35%. D'autres payent les pots cassés comme le montre un rapport récent du Bureau international du travail. En se limitant aux pays développés (ce qui ne veut pas dire que le reste du monde est épargné) :

- Le chômage ronge les sociétés et la situation

des jeunes est particulièrement critique. Le taux de chômage des jeunes dépasse 45% en Grèce et en Espagne (en Espagne, il est passé de 18% en 2007 à 45,8% aujourd'hui). Le chômage de longue durée a progressé.

- La qualité des emplois s'est détériorée. La part des emplois à temps partiel et des CDD (de divers types, y compris l'intérim) a progressé entre 2007 et 2011. Les emplois des CDD et intérimaires ont été les premiers supprimés au début de la crise mais, depuis, les recrutements se font en plus forte proportion sous cette forme. Ces emplois sont à revenus plus faibles que les emplois stables.
- Moins d'accès à la santé. En Europe, le cas de la Grèce est le plus dramatique avec les coupes de 40% du montant du budget des hôpitaux publics. Aux États-Unis, des ménages doivent supporter désormais des frais de santé ruineux après la perte de leur emploi et de l'assurance-maladie qui lui est liée et l'impact de la réforme Obama ne se fera réellement sentir qu'en 2014
- Des brèches dans le droit du travail. De nombreux pays ont connu des réformes du droit du travail qui ont fréquemment assoupli les règles du licenciement. La proportion de salariés couverts par des conventions collectives s'est affaiblie. En Grèce, Espagne et Portugal, des lois introduites depuis 2010 permettent de déroger aux accords de branche et réduisent les garanties individuelles et collectives en cas de licenciement.
- Austérité budgétaire. Vingt-deux des vingt-sept pays de l'UE ont bloqué ou réduit les salaires des fonctionnaires. Le même nombre d'entre eux a réduit les prestations sociales : allocations chômage et retraites (report de l'âge, diminution des pensions, accès plus difficile).

Henri Wilno

Université d'été du NPA : petit bémol

La quatrième université d'été a été un succès tant en termes de participantEs qu'en termes de débats. Un seul bémol toutefois : la participation des organisations politiques à la gauche du Parti socialiste. En effet, nous avions programmé un débat intitulé « Quelle opposition de gauche au gouvernement Hollande-Ayrault ? » où nous avions invité l'ensemble des partis et organisations politiques à la gauche du PS, de Lutte ouvrière en passant par Alternative libertaire et l'ensemble des composantes du Front de Gauche.

Dans une lettre assez longue, Lutte

ouvrière a refusé de participer à ce débat car : « Pour notre part, nous ne nous situons pas dans cette perspective, mais dans celle de la construction d'une organisation communiste révolutionnaire, d'un parti qui représente les intérêts politiques de la classe ouvrière, jusqu'à l'ultime aboutissement de son combat : le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et l'expropriation du grand capital », et en indiquant également qu'ils étaient « tout à fait disposés à discuter avec tous ceux qui se situent sur le terrain de la classe ouvrière. Ce n'est pas le cas des organisations qui participeront à votre

débat. Ce n'est pas l'objet du débat ». À part la Fase, l'ensemble des composantes du Front de Gauche ont décliné notre invitation car notre débat se déroulait en même temps que leur propre université d'été, ou Estivales. Au final, seuls la Fase et Alternative libertaire sont venus débattre avec nous de la nécessité ou pas de construire une opposition de gauche à ce gouvernement. Si le constat des premiers mois du gouvernement Hollande-Ayrault était commun, les points de vue étaient différents sur la construction d'une opposition de gauche. Divergences qui mériteraient d'être de nouveau

discutées et sans doute approfondies dans les semaines et mois qui viennent. Pour le NPA, les raisons se multiplient chaque jour pour construire cette opposition unitaire de gauche. Les mobilisations à construire contre le traité européen, pour la défense de l'emploi, contre le racisme sont de premières échéances pour en poser les jalons. Et nous continuons à inviter l'ensemble des organisations et partis politiques à la gauche du PS à débattre de cette nécessité. L'invitation est d'ores et déjà lancée pour un débat lors de la fête de l'Humanité.

Sandra Demarcq



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Journées fédérales d'été de l'Alternative libertaire du 4 au 8 août

C'est sous cette appellation que l'Alternative libertaire organise son Université d'été. Cette année, du fait du rassemblement international libertaire à Saint-Imier (Suisse) du 8 au 12 août, cette université s'est tenue à Morteau (Doubs), à proximité de la frontière, quelques jours auparavant. Durant quatre jours, une soixantaine de militants ont débattu des questions politiques qui animent ce courant communiste libertaire. C'est ainsi que des séances ont été consacrées au devenir de l'anticapitalisme, à la lutte contre le fascisme, aux mobilisations écologistes ou encore au syndicalisme face à la crise. Par ailleurs, de nombreux ateliers ont permis également, en groupes plus restreints, d'aborder de nombreuses autres thématiques : la dette, les mobilisations universitaires, l'autogestion, l'antipatriarcat ou encore la création d'affiches. En soirées, des films militants, sur les mobilisations en Grèce, la lutte des Fralib ont permis des échanges fructueux, mais aussi des discussions passionnées parfois. Contrairement à d'autres courants se réclamant de l'anarchisme, AL se vit comme une organisation totalement engagée dans les luttes d'aujourd'hui. Il n'est donc pas étonnant si les questions centrales de la période y ont été abordées. Ainsi, que ce soit à l'occasion du débat consacré à l'avenir de l'anticapitalisme ou encore à la lutte antifasciste, la question du Front de Gauche a surgi à plusieurs reprises. Pour qui lit le journal *Alternative libertaire*, pas de grande surprise. En début d'année, un débat avait opposé une minorité de militants à la majorité de l'organisation, pour savoir s'il était utile de voter pour le Front de Gauche à la présidentielle. Preuve que l'on peut se réclamer de l'anarchisme et juger que le bulletin de vote peut aussi constituer une arme dans la lutte de classes ! Dans une grande fraternité, des représentants des Alternatifs, de l'Organisation socialiste libertaire (organisation sœur en Suisse), de la Fédération anarchiste, du NPA ou d'organisations syndicales ont exposé leurs conceptions. Une excellente cuisine et les fraîches soirées du Haut-Doubs ont fait de ces quelques jours une occasion de confronter les analyses des uns et des autres.

Correspondant.

Le NPA à la Fête de l'Huma Avenue Pablo-Picasso

Comme chaque année le NPA tiendra un stand à la fête de l'Huma, moment incontournable de la « rentrée politique », rassemblement populaire auquel l'arrivée de la gauche libérale au pouvoir dans un contexte de crise donne une signification particulière. Nous y organiserons :

Quatre débats.

- Samedi 11h-13h : Interdire les licenciements quelles convergences ? Avec différents secteurs touchés par les licenciements.
- Samedi 16h-18h : Quelle opposition de gauche au gouvernement Ayrault ?
- Samedi 18h-19h30 : débat avec le secteur jeunes sur le contrat d'avenir
- Dimanche 11h-13h : Non au pacte budgétaire, non à l'austérité partout en Europe !

Deux séances de dédicace.

- Samedi 15h-16h : Philippe Poutou
- Dimanche 14h-15h : Olivier Besancenot

Deux concerts.

- Samedi :
- 19h30 : Hip-Hop
- 21h : chanson militante

La librairie La Brèche sera présente et un bar-restaurant vous accueillera. Rendez-vous donc avenue Picasso à notre stand.

SYNDICATS

Accepter le dialogue social ou mobiliser ?

Le gouvernement tente d'associer les organisations syndicales à son mode de gestion de la crise : faire partager les sacrifices. Tout l'enjeu du dialogue social est de faire valider ce marché de dupes aux responsables syndicaux.

Montebourg appelle les syndicalistes à « faire preuve de responsabilité économique dans la lutte sociale afin de construire des solutions ». Il reste à faire partager ces grandes espérances. Pas de problème pour Chérèque qui se dit persuadé que « pour la compétitivité, [nous] devons agir sur plusieurs leviers », tout en affirmant « de façon claire » que « le coût du travail est aussi un facteur de perte de compétitivité ». Il préconise une baisse des charges patronales, accompagnée d'une augmentation de la CSG et avance l'idée d'un vaste accord sur le marché du travail afin de « sauver les entreprises et l'emploi ». À cet effet, il défend la mise en place d'accords compétitivité-emploi qui « échangent » baisse des salaires et du temps de travail contre un prétendu maintien dans l'emploi.

Pour la CFTC, « Ce n'est pas en descendant dans les rues que les entreprises vont arrêter de licencier » et pour la CFE-CGC, « Dans la situation actuelle, appeler à manifester est suicidaire car nombre de PME ne s'en relèveraient pas ».

Pour FO, le positionnement radical de son secrétaire général ne saurait faire oublier l'attitude réelle des structures intermédiaires et d'entreprises qui passent le plus clair de leur temps à signer « en bas » ce qui est dénoncé « en haut ». Ainsi à SevelNord, il ne s'est trouvé que la CFE-CGC et le syndicat « autonome » SPI-GSEA pour signer avec FO l'accord de compétitivité.

La FSU se fait plus que discrète dans une rentrée scolaire où aucun des reculs imposés par Sarkozy n'est mis en cause et où les moyens indispensables à l'Éducation nationale restent bloqués par l'acceptation de l'austérité budgétaire du pacte européen. L'Union syndicale Solidaires affirme qu'il y a un choix à faire entre l'intérêt des salariéEs et de la collectivité, et la logique financière et capitaliste, destructrice d'emplois au profit des actionnaires, réaffirmant que



2 octobre 2010, ouverture du Mondial de l'automobile Porte de Versailles à Paris. Les salariés de Ford à Bordeaux pénètrent dans le salon et investissent le stand Ford. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

ce n'est pas aux populations de payer les conséquences des politiques européennes d'austérité qui n'engendrent que récession et reculs sociaux.

TENSIONS À LA CGT

À la CGT, les tensions sont plus grandes et la réceptivité aux exigences de la base plus réelles. Certes, lors de l'assemblée de rentrée du 28 août, Agnès Le Bot et Bernard Thibault n'ont évoqué que furtivement la situation de PSA Aulnay. L'un et l'autre après bien des préambules et des détours appellent à faire pression sur le gouvernement pour qu'il « apprécie » le rapport de forces à sa juste réalité. Mais pour quoi faire ? De nombreux militants ont d'autres exigences. Vendredi dernier, des dizaines de militants CGT ont accueilli fraîchement Hollande à la foire de Châlons-en-Champagne en réclamant, sur les pancartes et dans les slogans, « le changement » promis. Pour la journée du 9 octobre à l'appel de la nouvelle Fédération européenne de l'industrie, la pression des équipes militantes se fait sentir. Prévues

avec seulement trois manifestations (Paris, Lyon et Bordeaux), un élargissement est envisagé avec des rassemblements à Marseille, Toulouse et Strasbourg. La pression des militants de l'automobile n'a certes pas réussi à imposer un rassemblement le 29 septembre autour de la manifestation des Ford au Mondial, mais la présence en tête de cortège des syndicats de PSA et l'idée d'une action en direction du Mondial sont des signes de la possibilité de faire évoluer la journée du 9 octobre sur des mots d'ordre clairs et la nécessité de la coordination des luttes notamment autour de l'emploi. Bien sûr, le contenu de l'appel à cette initiative reste plus que flou sur la question du TSCG pendant que les reculs autour de l'acceptation de l'augmentation de la CSG demeurent. Il reste aux équipes syndicales la responsabilité d'imposer un autre contenu, d'autres objectifs pour amplifier les mobilisations.

Robert Pelletier

**CONTRAT « EMPLOI D'AVENIR »
Première attaque contre la jeunesse !**

La jeunesse était affichée comme la priorité du gouvernement durant la campagne électorale. Après que l'emploi des jeunes a « été une question centrale lors de la Grande Conférence sociale des 9 et 10 juillet derniers », le gouvernement lance... un contrat précaire supplémentaire : le contrat « emploi avenir » (CEA).

Voici en quelques lignes le projet de loi. Le contrat est au choix un CDI ou un CDD d'un an minimum et trois ans maximum. On se doute que dans le contexte actuel les contrats signés seront en grande partie des CDD. L'employeur reçoit une aide de l'État couvrant 75% du salaire (au Smic) pour les contrats dans le secteur non marchand et 35% pour le secteur marchand. C'est encore une fois un joli cadeau pour les entreprises. Surtout, le scénario du film est connu à l'avance : à la fin des trois années et donc de l'aide de l'État, l'employeur n'aura pas les « moyens » et se séparera du jeune... Le gouvernement a déjà prévu le coup et propose notamment de recourir à de l'alternance après le CEA. L'alternance, rappelons-le, qui prévoit un salaire inférieur au Smic. Rien de moins donc qu'un cercle vicieux de précarité à l'horizon pour les jeunes. Petite devinette qui illustre tout à fait la logique de ce gouvernement. Quelle est

la ville choisie pour être pilote de ces contrats ? Amiens ! En clair, tu refuses de subir le chômage et les discriminations quotidiennes dans ton quartier, le gouvernement t'envoie la répression et des sous-emplois pour continuer à t'exploiter. C'est cela la politique du Parti socialiste.

150 000 CEA D'ICI FIN 2014

La « grande concertation » étant passée, le gouvernement compte aller vite. Le projet de loi a été présenté en conseil des ministres le 29 août et son adoption est prévue au plus tard à la mi-octobre. Le but étant que ces contrats entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2013 avec un objectif de 150 000 CEA pour la fin 2014. Et puisque ce contrat est plein « d'avenir », un dispositif similaire est prévu pour les étudiants qui veulent devenir professeurs. Ils vont ainsi pouvoir remplacer les vrais postes qui manquent dans l'Éducation nationale, et que Peillon se garde bien de créer, par des contrats de

douze heures où ces étudiants serviront un peu à tout et rien...

NON À LA PRÉCARITÉ

Ce qu'il faut pour préparer un avenir décent pour les jeunes : c'est supprimer tous ces contrats précaires. La seule norme doit être le CDI et rémunéré avec un vrai salaire, permettant de vivre décemment et de faire ses propres choix lorsqu'on est jeune. Ça suffit d'être la variable d'ajustement des capitalistes !

Cette mesure s'inscrit dans une politique d'ensemble : contrats précaires dans la jeunesse et un avenir totalement bouché avec les suppressions d'emplois qui s'accumulent. Les jeunes ont donc toutes les raisons de se mobiliser contre le CEA lors de la journée d'action pour défendre l'emploi le 9 octobre.

Correspondant

Pollueur irresponsable ?

Deux associations de défense de l'environnement ont demandé à la ministre de l'Écologie et au préfet de l'Ariège de faire mettre en sécurité le site de l'entreprise Recycarbo, à Laroque-d'Olmes, laissé pollué après la liquidation judiciaire de la société.

En 2007, lors de sa mise en fonctionnement, Recycarbo, qui devait traiter les eaux souillées par des hydrocarbures, a bénéficié des exonérations fiscales et sociales dans le cadre du Bassin d'emploi à redynamiser (BER). Cette entreprise appartenait au groupe Aurea et à sa filiale Éco-huile lors de sa fermeture le 5 décembre 2011, après sa liquidation judiciaire. Recycarbo a laissé sur le site de Laroque-d'Olmes 5000 m³ de produits pollués et dangereux dont 100 m³ de glycol.

Dès le 7 octobre 2011, un arrêté de la préfecture de l'Ariège demandait la mise en sécurité du site. Le 20 mars 2012, un autre arrêté préfectoral demandait au liquidateur judiciaire de provisionner 431 605 euros pour mettre ce site en sécurité. Depuis, rien n'a été fait. Le liquidateur judiciaire affirme que la société Recycarbo ne

possède pas cette somme et qu'il fait appel à l'Ademe, donc à l'argent public, pour cette sécurisation. Il est inadmissible de mettre en danger impunément la population et l'environnement et de vouloir faire peser l'effort sur la collectivité donc sur les contribuables. Les victimes ne doivent pas être les payeurs quand les responsables ne sont pas inquiétés. Les associations écologistes exigent que la dépollution du site soit assurée par Aurea et Éco-huile et/ou par les producteurs de déchets selon les responsabilités.

Manif sans-papiers : la rentrée antiraciste.

Samedi 1^{er} septembre, le NPA était présent à la manifestation annuelle de commémoration de l'évacuation de l'église Saint-Bernard, tenant lieu cette année de rentrée pour le mouvement antiraciste.

Nous n'avions pas signé le texte d'appel initié par la CGT qui avait été négocié dans des conditions pour le moins opaques avec certains collectifs de sans-papiers pour aboutir à une formulation restrictive revenant une fois de plus à ne demander que la

régularisation des sans-papiers « qui travaillent », même si c'était pour préciser vaguement « d'une façon ou d'une autre ». Et les familles ? Les malades ? Un certain nombre de jeunes majeurs ? Comme d'autres organisations participantes mais non signataires, nous sommes donc apparus avec notre tract demandant la régularisation de tous les sans-papiers et dénonçant notamment la politique engagée par le nouveau gouvernement. Notre banderole mettait en avant la liberté de circulation et nos slogans : « les frontières, c'est l'arme des patrons » ou encore « c'est pas les Roms, c'est pas les sans-papiers, c'est Valls et Parisot qu'il faut virer ».

Nous continuons par ailleurs à maintenir des liens étroits avec toutes les composantes du mouvement des sans-papiers : pour preuve, la « fête de retour » que nous organisons le 22 septembre avec les collectifs engagés dans la Marche européenne des sans-papiers et qui étaient absents samedi 1^{er} septembre... ayant organisé leur propre commémoration le 25 août.

“ NO COMMENT

Avec les mesures annoncées aujourd'hui le message est clair : il y a du travail en France, il y a des logements pas chers, venez vous installer en France [...] Une fois de plus, comme pour la suppression de la franchise sur l'aide médicale d'État (AME), les socialistes veulent faire croire aux étrangers que la France est un eldorado et le faire payer aux Français.

CHRISTIAN ESTROSI, À PROPOS DE L'ASSOUPLISSEMENT DE L'ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES ROMS. ”

SOUSCRIPTION 2012

DE L'ARGENT POUR AGIR

Dès juin, nous avons annoncé le lancement de la souscription nationale du NPA. Maintenant que les congés d'été sont passés, maintenant que l'Université d'été du NPA a permis de charger les batteries, c'est l'occasion de revenir sur les raisons de cette souscription.

La première raison est bien sûr la situation du NPA, la rupture qu'il vient de connaître avec le départ de militants pour le Front de Gauche. Pourtant, plus que jamais, il y a besoin d'un parti anticapitaliste indépendant. Plus que jamais, avec cette crise du système capitaliste, nous voulons défendre la nécessité de le renverser. Ces arguments, nous les connaissons tous par cœur.

Mais à cette rentrée, d'autres besoins sont criants : les quelques mesures sociales du gouvernement sont terminées, il fonce maintenant dans l'austérité. Il vient d'ailleurs d'annoncer le gel du point d'indice des impôts, c'est-à-dire une augmentation de fait des impôts sur les salariés les moins bien payés. Et, au lieu de dénoncer les attaques qui se mettent petit à petit en place, la direction de la CFDT dit que « le gouvernement doit accélérer ».

Alors que la rentrée des classes montre la pénurie provoquée par les suppressions de postes et que le gouvernement commence à montrer qu'il ne créera pas les 60000 postes annoncés, les directions syndicales s'enfoncent dans le « dialogue social » et la « concertation ».

Alors que les licenciements se multiplient et qu'il faudrait les interdire, le ministre Montebourg

rencontre les patrons pour savoir s'il peut leur donner un coup de main...

Alors que le traité européen de stabilité budgétaire (TSCG) est en cours de discussion pour être adopté et concrétiser l'austérité et les attaques contre les travailleurs, peu d'organisations sont prêtes à mettre en place une mobilisation contre ce traité, le PCF se contentant bien souvent de réclamer un référendum. Alors qu'en Syrie la répression fait rage, les mobilisations de solidarité sont très faibles.

Plus que jamais, il faut renforcer l'aile la plus combative du mouvement ouvrier. Le NPA souhaite être de tous ces combats. Mais, pour cela, il faut de l'argent. De l'argent pour imprimer des tracts, de l'argent pour publier des argumentaires et des brochures, de l'argent pour faire vivre le journal, de l'argent pour payer des voyages pour organiser des meetings avec nos porte-parole.

Qu'elles soient d'accord ou pas avec nos idées, des milliers de personnes savent que le NPA est utile pour construire les mobilisations et contester le système capitaliste. C'est à elles que nous nous adressons.

Les dons effectués pour le NPA permettent une réduction d'impôt de 66% du montant du don. Si vous payez des impôts, sachez donc que si vous donnez 100 euros, cela ne vous en coûtera en fait que 34 !

Deux moyens de paiement :

Le chèque et la carte bleue en ligne

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

**NPA Souscription 2012
2 rue Richard-Lenoir – 93100 Montreuil**

Un seul ordre pour vos chèques :

NPA Souscription

(Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port)

Une seule adresse pour vos questions :

souscription@npa2009.org



SOUSCRIPTION 2012

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.

Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®